

LE PROBLÈME ALGÉRIEN

LE MOUVEMENT NATIONAL ALGÉRIEN

DECEMBRE 1951

**COMMISSION CENTRALE D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION DU MOUVEMENT
POUR LE TRIOMPHE DES LIBERTES
DEMOCRATIQUES EN ALGERIE**

SOMMAIRE

I. — Introduction	5
II. — Conditions de la naissance du M.N.A.	7
III. — L'Etoile Nord-Africaine	11
IV. — L'Etoile Nord-Africaine s'orga- nise	20
V. — Le programme de l'E.N.A.	24
VI. — Le Parti du peuple algérien	38
VII. — La période clandestine	37
VIII. — Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.....	41
IX. — Conclusion	44

INTRODUCTION

Ecrire l'histoire du Mouvement National Algérien est une tâche bien dure; dure parce que le M.N.A., après s'être forgé dans le feu de la bataille, demeure néanmoins en plein effort. Il faut donc se borner à tracer ses activités passées pour arriver à la méthode et aux conditions actuelles de lutte qui continue plus dure que jamais.

Depuis la création de l'Etoile Nord-Africaine jusqu'à celle du M.T.L.D., le M.N.A. n'a cessé de perfectionner son organisation et ses moyens de lutte pour s'adapter aux circonstances politiques et aux exigences de l'actualité.

Continuateur de la résistance algérienne, le M.N.A. se présente à nous avec le drapeau de l'indépendance algérienne. Dépositaire de telle relique, et responsable du patrimoine national, il se doit de ne se permettre aucune défaillance dans sa tâche.

Dès 1925, année de la création de l'Etoile Nord-Africaine, il fit preuve de dynamisme et de combativité. Il ne cessa de grandir pour devenir l'actuel parti de masse contre lequel les foudres de l'impérialisme français sont quotidiennement braquées. En effet, celui-ci, tant à l'apogée de sa puissance qu'à la veille de son écroulement, l'a toujours considéré comme un adversaire de taille: il l'a combattu et le combat encore avec plus de virulence, plus de machiavélisme. En 1925, il arrêtait les militants, il interdisait leurs réunions, leur presse. En 1951, il arrête et torture encore, mais aussi, surtout il réprime le peuple. Sétif, Guelma, avec leurs 45.000 morts, Haussounvilliers, Deschmva, Champlain, Mascara, Sidi-Ali-Bounab, le complot de 1950, les truquages des élections, avec les saccages, les dévastations, les arrestations, les falsifications arbitraires, illustrent fidèlement l'approche d'une fin inexorable.

Les diverses formes de répression (politique, économique, cultu-

relle, policière, militaire) ont été employées avec continuité et chaque fois avec minutie.

Le M.N.A. les a subies, les a combattues. Il en triompha. Il initie le peuple dans ce sens et réussit encore.

Tout au long de la lutte, le M.N.A. posséda un programme clair répondant aux aspirations du peuple algérien : la restauration de la souveraineté algérienne. Il fit sienne l'action révolutionnaire dont les principes commandent une organisation rationnelle et scientifique. Au nom de ces principes, il entreprit d'abord de diffuser l'Idée et de la rendre familière à un peuple que la conjuration de l'impérialisme et des traîtres voulait tromper pour mieux l'avilir et le dominer. Cette tâche a été la plus dure, car plusieurs facteurs contribuaient à la rendre irréalisable.

On se rappelle l'action néfaste de certains politiciens aigris qui préconisaient le rattachement de l'Algérie à la France. On se rappelle aussi la puissance de l'impérialisme français. On était alors porté à croire que le programme du M.N.A. tenait de l'utopie.

Mais le M.N.A. partit résolument à la lutte et, au prix de mille efforts et en dépit des plus atroces répressions, il se fraya le chemin pour aboutir à cette incontestable victoire du 4 avril 1948 au cours de laquelle le peuple algérien plébiscita l'Idéal nationaliste. A partir du 4 avril 1948, le M.N.A., sûr de l'appui total du peuple algérien, entre dans la seconde phase de sa lutte, celle qui le voit diriger tous ses efforts vers la préparation effective et dans ses moindres détails de la libération de la patrie. Aujourd'hui, il est en pleine lutte. Puisse-t-il triompher dans cette seconde manche du combat comme il le fit dans la première !

CONDITIONS DE LA NAISSANCE DU MOUVEMENT NATIONAL ALGERIEN. CARACTÈRE CHRONIQUE DE LA LUTTE NATIONALE

a) **LA RESISTANCE ARMEE.** — L'agression de 1830 a fait de l'Algérie un champ de bataille où deux forces sont en présence : l'une offensive avec un but de conquérir et de s'approprier le pays, l'autre défensive avec pour mission de lui barrer la route et de l'empêcher de s'implanter dans une terre riche qui fut longtemps libre et indépendante.

Le gouvernement français, en décidant l'expédition de 1830, a simplement entrepris d'étendre son domaine colonial. L'histoire « du coup d'éventail » n'est qu'un prétexte fallacieux. Beaucoup d'historiens — même français — ont démontré l'inanité de cet argument. Il est incontestable que la France a déclaré la guerre à l'Etat algérien pour coloniser l'Algérie.

Le 5 juillet 1830, l'armée algérienne a capitulé. Le général français de Bourmont a signé une convention dans laquelle il n'était pas question d'annexer l'Algérie à la France. Celle-ci — trahissant sa promesse — n'en a pas moins occupé militairement le pays. Ce qui amena l'émir Abdelkader à lever une armée nationale et à soutenir le combat pendant près de vingt ans.

L'émir harcela les troupes françaises, les battit à plusieurs reprises, les força à signer des traités de paix. Mais par la faute de Français qui dénoncèrent ces traités, il dut reprendre la lutte qu'il soutint jusqu'à l'ultime ressource. Pour éviter un désastre certain, il se rendit le 23 décembre 1847, non sans lancer à la face des Français cette phrase qui caractérise bien l'esprit qui animait Abdelkader et l'indomptable volonté des résistants algériens : « **Je vous jure au nom de Dieu que vous ne posséderez pas la régence, et que vous ne serez jamais en repos et que vous n'en jouirez pas.** »

Ainsi se termina la résistance armée organisée du peuple algérien.

b) LES INSURRECTIONS NATIONALES. — Après la reddition du 23 décembre 1847, la France pensa avoir pacifié le pays. Elle se trompait, car elle trouva devant elle un peuple résolu à ne pas abdiquer, prêt à saisir toutes les circonstances pour tenter de reconquérir son indépendance. En 1871, 1881, 1886, 1902 et même 1914-1918, le Constantinois, l'Algérois et l'Oranie donnent la preuve que la résistance n'était pas circonscrite. Ces insurrections nationales illustrent clairement que la France n'a jamais triomphé totalement de l'Algérie.

Si, en 1871, 1881, 1886, 1902 et 1914-1918, les soubresauts insurrectionnels ont été sporadiques et ne se sont pas généralisés, il ne faut pas oublier que cette époque fut celle de la colonisation à outrance, avec tout ce qu'elle comporte d'expropriation de terres, d'oppressions politiques et culturelles (mission des pères blancs, transformation des mosquées en églises, saisie de biens habous, étouffement de la langue arabe), d'expéditions militaires et de répressions économiques (levées d'impôts se chiffrant à 36 millions de francs, chiffre énorme pour l'époque, et expropriation de 2.500.000 hectares de terre rien que pour la période qui suivit l'insurrection de 1871).

Jusqu'en 1914-1918, le peuple algérien se repliant sur lui-même a résisté en subissant courageusement les assauts de la colonisation à outrance.

LA GUERRE DE 1914-1918 ET SES CONSEQUENCES

Le conflit mondial et la victoire des alliés ont eu pour conséquence directe sur le problème colonial la naissance dans les pays dépendants de mouvements nationalistes s'appuyant sur les masses populaires avec, pour moyen de combat, la lutte politique.

En Egypte, le mouvement nationaliste, qui a pris souche bien avant 1914 avec Mustapha Kemal, s'est renforcé et, grâce au wafid Saad Zaghloul, il réussit à imposer au Foreign Office l'indépendance égyptienne.

Aux Indes, Gandhi, Ali Djinnah et Nehru mènent le combat de concert avec le peuple indien. La Syrie et le Liban, que la Société des Nations vient d'arracher à la Porte pour les jeter dans les griffes de l'impérialisme français, résistent héroïquement aux troupes du général Gouraud et constituent le parti national qui œuvrera sans relâche jusqu'au 8 mai 1945.

Le reste des pays colonisés est en effervescence ; partout se forment des partis, se tiennent des congrès. Les assises du colonialisme international sont sérieusement secouées.

Entre temps, que se passait-il en Algérie ? 140.000 soldats algériens ont participé à la victoire alliée. Ils se sont comportés héroïquement à Verdun, à Charleroi et ailleurs. 34.000 victimes sont restées sur le champ de bataille. 30.000 Nord-Africains ont été employés dans les usines de guerre. Les fantassins algériens — sujets français — qui ont coudoyé dans le fracas des obus et la vermine des tranchées des hommes libres tels que les Anglais, les Américains, ne pourront jamais consentir à retourner vivre en Algérie sous l'empire du code de l'indigénat. Le sang qu'ils ont versé, les souffrances qu'ils ont endurées, l'idéal de liberté et de démocratie qu'ils ont défendu, tout cela compte. Le gouvernement français l'oublie. Il se contente de promettre. Clemenceau parle d'accorder des pensions aux mutilés, des fonctions d'auxiliaires aux anciens combattants. Il n'est point question pour lui de réformes politiques ni de suppression du code de l'indigénat.

REMOUS DU PEUPLE. L'EMIR KHALED

On d'atténuer les sévices et les rigueurs de la colonisation à outrance, la fin de la guerre consacre le statu quo. Les héroïques soldats algériens, que l'on glorifiait avant le 11 novembre 1918, sont redevenus les colonisés. Ils ont simplement servi de chair à canon. Les promesses du président Wilson ne sont que de doux mais combien illusoires souvenirs ! Ch. Lutaud, alors gouverneur général de l'Algérie, ne parlait donc pas sérieusement lorsqu'il déclarait au nom du gouvernement français le 5 septembre 1914 : « Elle sera glorieuse, cette vaillante armée d'Afrique ! Et quand vos étendards africains rentreront criblés de balles mais couronnés de trophées, vous revendiquerez une large part du triomphe. » Cette « large part du triomphe » concerna le vote timide de la loi municipale du 4 février 1919, relative à la composition des conseils municipaux dont l'effectif se composera désormais d'un tiers d'Algériens et de deux tiers de colons français.

Il y eut donc grosse déception au sein des masses. Les protestations fusèrent de toutes parts. Avec un programme faisant état de timides réformes, un descendant du glorieux Abdelkader,

l'émir Khaled, vaillant capitaine de la guerre 1914-1918, va créer un mouvement revendicatif qui ne sera qu'éphémère, car il se heurtera d'abord à l'intransigeance du gouvernement français qui exilera son promoteur, ensuite à l'absence de l'appui total du peuple qui n'y trouve pas l'écho de ses véritables aspirations.

Cependant, le remous du peuple s'opère. Sa colère gronde. Ainsi le feu de la résistance se ranime.

Il convient désormais de clarifier et de définir l'objet de ce remous, d'apaiser cette colère (qui peut être mauvaise conseillère), d'entretenir et d'attiser ce feu de la résistance, et ce en canalisant et en organisant les forces vives de la nation algérienne.

Ce sera une tâche gigantesque que la trahison des uns et l'incompétence des autres rendront plus difficile encore.

Le mouvement national algérien, grâce à l'Etoile Nord-Africaine, œuvrera dans ce sens.

L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE

Ainsi, l'absence d'un programme conforme aux aspirations populaires a conduit les masses algériennes à freiner leur enthousiasme à l'égard du mouvement revendicatif de l'émir Khaled. L'attention de ces masses va être captée surtout par les événements du Maroc, dans lesquels un prestigieux général, l'émir Abdelkrim, tenait tête aux armées françaises et espagnoles. D'Algérie, de nombreux volontaires réussirent à franchir la frontière et à rejoindre les combattants marocains. Les émigrés nord-africains en France s'agitent et ne ménagent pas les sacrifices matériels pour épauler Abdelkrim.

Le Parti Communiste Français lui-même lutte contre cette guerre. Par la voix de ses leaders Sémard et Doriot, il soutient Abdelkrim et s'attire de nombreuses sympathies en l'absence d'une organisation nationale révolutionnaire : des Algériens, des Tunisiens, des Marocains, que l'impérieux besoin de travailler pour vivre a conduits en France, s'enrôlaient dans ses rangs. D'autres, tout en lui témoignant des sympathies, créèrent en 1925 une association de bienfaisance dont la tâche était l'aide matérielle aux émigrés nord africains. Cette association prit le nom de « l'Etoile Nord-Africaine ».

Durant un an, celle-ci n'eut aucune activité politique. Mais en 1926, sous l'impulsion de son nouveau président, un jeune Algérien de vingt-huit ans, elle allait devenir un véritable mouvement politique avec son programme, ses militants, son organisation. Ainsi, d'association d'entraide et de secours matériels, l'Etoile Nord-Africaine se transforme en un groupement politique qui donnera naissance au bout de douze années d'activité à un parti révolutionnaire d'avant-garde, le P.P.A.

Cette œuvre grandiose sera menée de bout en bout par Messali Hadj.

Si l'on veut réellement suivre les différentes pérégrinations de la vie de l'Etoile Nord-Africaine il apparaît impossible de dissocier celles-ci des propres activités et même de la vie quotidienne de son président. En effet, c'est dans le palmarès de la vie intime et publique de cet homme, qui fut militant avant d'être chef, qui est devenu chef tout en restant militant, que l'on peut trouver l'ordre chronologique des activités de l'Etoile Nord-Africaine avec leur incidence sur la vie politique du pays.

N'ayant ni la possibilité matérielle ni la prétention de présenter la vie du leader algérien dans ses moindres détails, nous nous bornerons à en tracer les grandes lignes.

HADJ AHMED MESSALI

« Je veux, à travers mon humble personne, réhabiliter le moral d'un peuple avili et méconnu. »

Combien simple et expressive est cette phrase et combien est encore plus simple celui qui la prononça d'un box du tribunal d'Alger en mars 1941 !

Hadj Ahmed Messali, le vice-président du Congrès islamique de Karachi, le chef national algérien, le président du P.P.A., le président d'honneur du M.T.L.D., l'homme aux dix condamnations, celui qui passa huit années en exil, tel est le héros de la Renaissance nationale algérienne.

Hadj Messali ? Raspoutine. Gandhi, ont clamé certains journalistes ; un prophète, un illuminé, ont répondu d'autres. Un chef, un militant, un frère de lutte, un ami, répètent sans cesse ceux qui ont la chance de travailler à ses côtés. Cet homme simple, ce lutteur infatigable, ce grand cœur a pris l'engagement sur l'honneur de dix millions d'amis de libérer le pays. A travers la vie des peuples et des races, le souvenir de pareils hommes s'est imposé. L'histoire en a fait des êtres immortels. Washington a fait l'Amérique, Kemal la Turquie, Lénine l'U.R.S.S. L'Algérie actuelle est l'œuvre d'Ahmed Hadj Messali.

Né le 16 mai 1898 à Tlemcen, cette vieille cité qui fut pendant des siècles, avec Fez et Kairouan, l'un des foyers les plus brillants de la civilisation arabe en Afrique du Nord. Messali Hadj habite actuellement une petite villa située sur les hauteurs d'Alger, à Bouzaréah, où il est en résidence surveillée. Quand on tra-

verse le seuil de son bureau, on oublie qu'on vient d'entrer à la présidence du P.P.A. Tout dénote la simplicité et la modestie. Des murs nus, une grande table avec quelques chaises à côté d'une fenêtre donnant sur la magnifique baie d'Alger, voilà le cadre où sont élaborées les directives du grand P.P.A. Tout y respire la simplicité, presque l'ascétisme.

Derrière la table, se dresse un homme de grande taille. Son visage aux traits fins est auréolé d'une longue barbe argentée ; un sourire franc l'éclaire constamment. Dans ses yeux, pourtant doux, passent parfois des lueurs métalliques. Sa voix est franche et communicative. Il parle sans jamais lever le ton ni s'émouvoir. Quand on l'interroge sur les souffrances qu'il a endurées dans les prisons et en exil, il répond calmement, sans émoi, sans plainte. Quand il expose le programme de son parti, quand il trace les grandes lignes de l'Algérie de demain, on est conquis par son verbe d'où filtrent la simplicité et la persuasion. Il ne parle jamais sans évoquer le souvenir des martyrs du parti, sans mettre l'accent sur les sacrifices et les peines de ceux qui sont en prison.

La vie, la lutte quotidienne du peuple l'intéressent. Il s'enquiert de ses moindres détails. C'est qu'il est fils du peuple, et cela il ne l'oublie pas.

ENFANCE DE MESSALI

Issu d'une famille d'artisans et de cultivateurs, son père était cordonnier. Messali connut une enfance libre, soumise néanmoins à cette éducation familiale propre à l'Algérie, basée entièrement sur le respect des traditions et des principes de l'Islam.

Dès son jeune âge, il fut frappé par le contraste qu'offrait l'Algérie. D'une part, la détresse et la souffrance de toute une nation pressurée, saignée à blanc ; d'autre part, la minorité colonisatrice étouffée de priviléges scandaleux, débordant d'aisance, jouisseuse, affichant son insolence et son racisme. Tout cela le révoltait. Sa vive intelligence était captée par de nombreux et cruels événements : familles musulmanes expropriées par les colons, femmes obligées de vendre leurs bijoux pour échapper à la famine, exode de rovers tlemcéniens vers l'Orient pour échapper à la conscription obligatoire qui venait d'être établie en vue

de la guerre de conquête du Maroc. A cela, il faut ajouter les rigueurs quotidiennes de l'indigénat. Messali observait. De temps à autre, son ressentiment s'extériorisait et venait souvent se concrétiser en classe lorsqu'il soutenait et défendait ses camarades sujets à une quelconque injustice. On l'appela ainsi « l'avocat de la classe ». Il était porté déjà à cette époque à s'intéresser à la politique et aux affaires sociales.

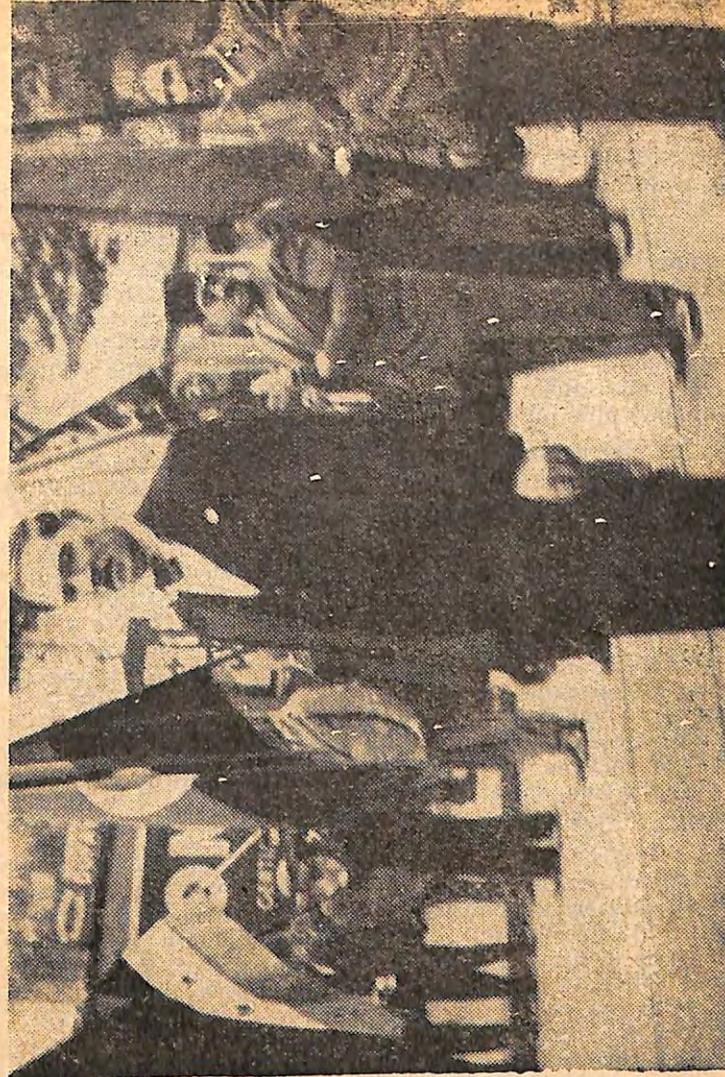
JEUNESSE DE MESSALI

De 1918 à 1921, Messali Hadj fut soumis au service militaire en France, à Bordeaux. Les inégalités et les injustices dont il fut victime avec ses compatriotes renforçaient en lui la haine contre l'oppression. Il profite de son séjour à Bordeaux pour fréquenter l'université de la ville, faire des lectures et étendre ses connaissances. En 1921, il revient en Algérie pour prendre part à l'enthousiasme de l'Algérie pour la révolution kémaliste en Turquie. C'est à cette époque qu'il prend contact avec la police française. Dans un discours prononcé dans un café, Messali salua Kemal et la renaissance islamique, attaqua l'impérialisme. Le lendemain, il fut convoqué au commissariat de police et soumis à un long interrogatoire. En 1923, il connaît le projet de partir pour l'Orient en passant par Paris. Arrivé dans cette ville, il renonça à pousser plus loin, attiré qu'il était par l'activité intellectuelle et politique de la capitale française.

MESSALI EN FRANCE

Par un matin d'octobre 1923, Messali arriva à Paris. Ce fut le premier contact avec la capitale française. Ce fut aussi l'odyssée d'emploi à emploi.

Comme toute la colonie africaine, Messali fait tous les métiers pour vivre. Il trouve d'abord un travail dans une usine de cotonnade, 32, rue Vitruve, dans le XX^e, mais pas pour longtemps. La randonnée d'usine à usine recommence presque toujours dans le textile. Il mena aussi la vie de marchand des quatre saisons, déambulant avec sa brouette dans les rues de Paris. Il entre aussi dans la masse de jour en jour plus imposante des émigrés nord-africains qui se sont expatriés à la recherche d'un problématique emploi. Ils sont venus en terre étrangère, ces



Le 14 juillet 1936, à Paris, Messali et ses compagnons défilent à la tête de 50.000 Nord-Africains, avec les mots d'ordre : « Libérez l'Afrique du Nord », « Libérez la Syrie », « Libérez le monde arabe ». On voit derrière le leader national les drapeaux des nations arabes tenus par les valeureux militants nationalistes.

Marocains, ces Tunisiens, ces Algériens, parce que l'occupant les a dépossédés de leurs biens, de leur nationalité même, les a livrés au chômage et à la famine. Ils sont venus en France, car celle-ci se relève de ses ruines et a besoin d'une main-d'œuvre à bon marché. Embauchés dans les emplois subalternes, ne bénéficiant à l'époque d'aucune garantie sociale, ces ouvriers sentent naître en eux des besoins. Ils veulent apprendre un métier, acquérir une qualification professionnelle, avoir des écoles d'apprentissage. Mais celles-ci leur demeurent fermées. Ils prennent conscience de la réalité de la ségrégation raciale. Ils veulent sortir coûte que coûte de l'ignorance, de la misère qui les mine. Ils se transforment tous plus ou moins en autodidactes.

Messali est du nombre. Il fréquente les cours du soir : on le voit même comme auditeur libre venir parfaire ses connaissances d'arabe à l'école des langues orientales.

Cependant, il faut trouver une issue dans la colonie nord-africaine. Chacun la cherche à sa façon. D'aucuns s'initient à la lutte revendicative ouvrière et sont amenés à travailler avec les partis français de gauche. D'autres croient avoir trouvé dans une vague « Fraternité islamique », dont le siège est 16, rue Blanche, une concrétisation à leurs aspirations : la création d'une internationale musulmane. Certains, enfin, sont entraînés dans le sillage du mouvement réformiste dirigé par l'émir Khaled. Et tout ce monde essaie de voir clair, cherche sa voie. Messali est amené à connaître tous ces mouvements. Mais il est surtout avec la colonie nord-africaine dans sa vie de tous les jours, à la sortie des usines, au café, dans les chambres d'hôtel ensuivées.

Les salves de la bataille d'Anoual grondent dans le lointain. Par la trouée de Taz, Abd el-Krim menace Fez avec ses montagnards. Pétain est envoyé à la tête d'une armée de 200 000 hommes. Une idée germe au sein de cette colonie nord-africaine errante dans le grand Paris de l'après-guerre, où toutes les idéologies se rencontrent et s'affrontent, une idée qui semblait une utopie, mais qui croît vite et prend corps. L'Afrique du Nord est une réalité et non un mythe. Pourquoi les Nord-Africains ne seraient-ils pas comme les autres hommes ? Pourquoi les Nord-Africains ne seraient-ils pas indépendants ? Et c'est après une série de réunions groupant Messali et des ouvriers algériens que l'on décide, dans un café de la rue Ordener (XVIII^e), d'adhérer en masse à une association humanitaire : l'Etoile Nord-Africaine.

Au mois de juin 1926, dans un grand meeting tenu 8, avenue

— 16 —

du Mont-Beaureau, en présence de la presse égyptienne représentée par le correspondant d'Échoura, Messali Hadj est élu président ; le but de l'Etoile Nord-Africaine sera : unité et indépendance de l'Afrique du Nord. Dès lors, grâce à la fougue de sa jeunesse et à l'ardeur de sa foi, Messali jette, par le truchement de l'Etoile Nord-Africaine, les bases du nationalisme nord-africain en général et algérien en particulier. Dès ce moment, Messali se livre entièrement à la nouvelle organisation : sa vie, ses moindres gestes seront constamment pour elle.

Il en sera de même pour lui lorsque le P.P.A. sera créé le 11 mars 1937.

LUTTES ET SOUFFRANCES DE MESSALI

Dans ce chapitre, nous nous bornerons à énumérer séchement les dates et les chiffres qui nous paraissent à eux seuls assez suggestifs pour ne pas les faire suivre de commentaires. Ils serviront à traduire dans leur éloquente crudité l'inlassable activité et les innombrables peines de Messali.

Le 25 février 1927, Messali est délégué par l'Etoile auprès du Congrès antiimpérialiste contre l'oppression coloniale et pour la libération des peuples opprimés.

En 1930, à l'occasion du centenaire de l'Algérie, il adresse un mémoire à la Société des Nations.

Le 25 juin 1934, Messali tient un grand meeting pour protester contre l'interdiction faite aux oulamas de prêcher dans les mosquées.

Le 1^{er} novembre 1934, il est arrêté pour propagande antimilitariste et conduit à la prison de la Santé.

Le 6 novembre, il est condamné à six mois d'emprisonnement et 2 000 francs d'amende, ainsi que deux autres dirigeants de l'Etoile. En prison, il se voit brutalement refuser le régime politique par le directeur qui lui dit intempestivement : « Vous êtes Arabe, vous n'avez pas le droit au régime politique. »

En février 1935, il est élu président de l'Union Nationale des Musulmans Nord Africains après la deuxième dissolution de l'Etoile Nord-Africaine.

— 17 —

En mai 1935, il comparaît de nouveau et successivement devant les tribunaux d'Amiens et de Paris.

En août 1935, il entraîne les masses en faveur de l'Ethiopie qui vient d'être agressée par l'Italie.

Le 4 septembre 1935, il part à Genève pour déposer une protestation contre l'agression italienne.

Le 12 septembre, il est de nouveau condamné par les tribunaux français.

Il passe six mois d'exil en Suisse. Amnistié par le nouveau gouvernement du Front populaire, il rentre à Paris.

Le 14 juillet 1936, à l'occasion du défilé parisien, il participe à cette manifestation à la tête de 50.000 Nord-Africains avec les mots d'ordre suivants : « Libérez l'Afrique du Nord, libérez la Syrie, libérez le monde arabe ! »

Le 2 août 1936, il rentre à Alger où il prend la parole au stade municipal devant 20.000 personnes venues de tous les coins d'Algérie ; il est porté en triomphe par le peuple.

Le 11 mars 1937, il fonde le Parti du peuple algérien.

En juin de la même année, il rentre en Algérie.

Le 14 juillet, à Alger, il participe à la tête du Parti du peuple algérien au défilé depuis le champ de manœuvres jusqu'à la place du Gouvernement. Le 27 août 1937, Messali, Lahouel et trois autres dirigeants sont arrêtés et incarcérés à la prison civile d'Alger, où ils sont jetés au régime du droit commun. Ils entreprennent pendant dix jours la grève de la faim.

En octobre 1938, alors qu'il était en prison, la population d'Alger lui manifeste sa reconnaissance en l'élisant conseiller général d'Alger.

Liberé le 27 août 1939, Messali est de nouveau arrêté le 4 octobre de la même année.

Le 17 mars 1941, il est condamné par le gouvernement de Pétain à seize ans de travaux forcés, vingt ans d'interdiction de séjour et à la confiscation de tous ses biens.

8 novembre 1942 : les alliés débarquent en Afrique du Nord. Tous les condamnés politiques français gaullistes et communistes sont libérés.

A la suite de sa condamnation, Messali fut d'abord transféré à la prison centrale de Maison-Carrée, puis au bagne de Lambèze, où il fut soumis à un régime d'isolement de jour et de nuit, crâne et sourcils rasés, tenue rayée de bagnard, travaux forcés à l'alfa. Ce fut la période de détention la plus sombre que Messali ait passé dans les bagnes impérialistes.

Messali ne sort de Lambèze que le 26 avril 1943 pour être placé en résidence surveillée successivement à Boghari et à Chellala, avec la promesse formelle qu'il serait libéré dans les deux mois.

La promesse ne fut pas tenue et le 11 décembre 1943, dans une lettre de protestation adressée au général de Gaulle, il se voit transporté en avion à Ain-Salah, dans l'extrême sud du Sahara, à la limite du Soudan, où il est jeté dans un camp et surveillé militairement jour et nuit. Le 4 janvier, il est ramené à Alger et le 16 du même mois il est entendu devant la Commission des réformes musulmanes.

Le 21 avril 1945, à la suite d'une préméditation obscure et machiavélique du préfet d'Alger Périllier, actuel résident général de la France en Tunisie, Messali est de nouveau transporté en avion à El-Goléa et, de là, conduit à Brazzaville. Messali fut ainsi conduit pendant seize mois de poste en poste à travers la forêt vierge de l'Afrique Equatoriale, où il faillit perdre la vie plus d'une fois.

En juillet 1946, Messali est ramené à Paris. Là, il reçoit l'hommage le plus chaleureux de la part des musulmans nord-africains résidant à Paris. En octobre 1946, il est transféré à Bouzaréah, où il est reçu au milieu d'une ovation populaire indescriptible.

Le chef national entreprend des visites à l'intérieur du pays et participe à de nombreuses campagnes électorales. A la dernière en date, Messali est arrêté le 24 mars 1948, près de M'Sila, et contraint de regagner sa résidence à Bouzaréah, où il demeure toujours sous la surveillance des policiers.

L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE S'ORGANISE

Familiarisé avec la lutte politique et grâce au contact avec les partis organisés en France, Messali Hadj entreprend l'établissement de la structure révolutionnaire de l'Etoile Nord-Africaine. Il réunit ses compatriotes, les initie aux meetings, leur conseille de s'associer aux manifestations politiques qui se déroulent à Paris. Il va les voir à l'usine, dans leur chambre. Il leur explique la situation de l'Afrique du Nord, les met en garde contre les manœuvres de l'impérialisme. Par les enseignements de l'histoire et par l'expérience des événements de l'actualité, il met en relief l'indispensable lutte pour la restauration de la souveraineté, seule condition de l'émancipation nationale.

La guerre du Rif lui offre l'occasion d'entraîner ses frères dans le vaste mouvement de protestation mené par les organisations françaises de gauche.

L'ETOILE NORD-AFRICAINE SOUTIENT L'EMIR KHALED

L'arrivée de l'émir Khaled à Paris donne lieu à un véritable cas de conscience. Nous avons dit que le programme de l'émir Khaled ne cadrait pas avec les aspirations du peuple algérien ; cependant, Messali Hadj, dans le désir de montrer l'inefficacité et l'inopportunité de l'action de l'émir Khaled, dans le but aussi de garder intacte l'union du peuple algérien, lui accorde l'appui de l'Etoile Nord-Africaine. Il mène donc une campagne de propagande en faveur de l'émir Khaled. Il crée le climat de protestation favorable à pareille action. Mais, sur le plan interne de l'Etoile Nord-Africaine, il n'hésite pas à expliquer à l'émir Khaled

- 20 -

lui-même l'inanité des revendications et l'échec certain. Les événements prouveront que Messali ne s'est pas trompé.

L'Etoile Nord Africaine crée des sections à Paris et en banlieue. Astreinte à une discipline rigoureuse, ses cellules doivent rendre hebdomadairement le compte rendu de leurs activités. En dépit de l'activité débordante de ses militants, l'Etoile Nord-Africaine ne réussit pas à étendre son champ d'action au delà de la Méditerranée.

Un élément nouveau va l'aider à éviter plusieurs embûches.

LE CONGRES DE BRUXELLES ET LA NAISSANCE D'EL-OUMA

Organisée à l'échelle parisienne, l'Etoile Nord-Africaine participait à toutes les manifestations, à tous les défilés. Messali Hadj et le comité directeur étaient affiliés à toutes les organisations françaises de lutte antiimpérialiste.

Le 25 février 1927, l'Etoile Nord-Africaine se fait inviter au Congrès antiimpérialiste contre l'oppression coloniale et pour la libération des peuples opprimés. Messali y est délégué.

Pendant les travaux de ce Congrès, de fructueux contacts sont établis entre les différents leaders de la lutte mondiale anti-impérialiste. Nehru, Ali Djinnah, Mohammed Hatta, Messali échangent leur point de vue sur les méthodes de combat.

PREMIERE DISSOLUTION DE L'ETOILE NORD-AFRICAINE, CREATION DE LA GLORIEUSE ETOILE

De retour à Paris, Messali rend compte de son mandat, organise des meetings, invite les partis français de gauche. Il étend ainsi le champ d'action de l'Etoile Nord-Africaine.

Pendant deux ans, les adhérents affluent de tous les coins de France où les Nord Africains sont disséminés. Messali se déplace constamment. Il inaugure de nouvelles sections, multiplie les contacts.

Le gouvernement français devine le danger. Il envoie des

- 21 -

légions de policiers habillés en civil pour surveiller la sortie de l'usine des Nord-Africains et leur épargillement dans les cafés.

En 1929, il décrète la dissolution de l'E.N.A.

Néanmoins, celle-ci demeure en fait en activité. Elle troque simplement son nom par celui de « Glorieuse Etoile ».

Elle prend donc sérieusement racine. Mais en dépit de l'activité débordante de ses dirigeants et militants, elle n'étend pas encore son champ d'action au delà de la Méditerranée.

Un élément nouveau va lui donner encore plus de vigueur.

NAISSANCE DU JOURNAL « EL-OUMA »

En 1930, Messali fonde le journal « El-Ouma » (la nation), dont la diffusion va permettre à l'E.N.A. de progresser à pas de géant et de traverser la Méditerranée pour s'implanter dans les couches populaires de l'Afrique du Nord.

Ainsi, grâce à « El-Ouma », le nationalisme nord-africain va prendre corps et âme dans son propre pays.

En effet, « El-Ouma » fit sensation en Algérie. Le programme qu'il défend traduit fidèlement les véritables aspirations de la nation algérienne. De tous les coins du pays, on s'abonne ; on crée des comités d'aide et de défense d'« El-Ouma ». Des volontaires s'offrent pour la diffuser.

Par le truchement de cet organe national, des sections de l'E.N.A. éclosent. On écrit à Paris pour réclamer des conférences libres.

Au début de juillet 1930, à l'occasion du centenaire de la conquête de l'Algérie, l'E.N.A. et « El-Ouma » vont faire publiquement le procès de la colonisation française.

LE CENTENAIRE DE LA CONQUÊTE DE L'ALGERIE ET L'APPEL A LA S.D.N.

Le 5 juillet 1930, l'impérialisme français, pour mieux intimider le peuple algérien, décide de donner un éclat particulier à l'anniversaire de la victoire du général de Bourmont sur le dey

Hocine. Il fit une propagande tapageuse pour chanter les louanges des « bienfaits de la civilisation française en Algérie ». Pour mieux humilier le peuple algérien, il organise d'importantes démonstrations de force dans lesquelles figurent les différentes armées de terre, de mer et de l'air. Il n'hésite pas, par l'intermédiaire de la presse et de la radio, à appeler au peuple algérien l'état d'esclavage et de sujétion qui le frappe depuis 1830.

A Paris, Messali et l'E.N.A. travaillent activement. A la suite d'une assemblée générale, l'E.N.A. mandate son président pour lancer un appel à la Société des Nations et faire une mise au point sur les allégations du gouvernement français.

C'est ainsi que Messali présente à la S.D.N. un mémoire dans lequel, chiffres et statistiques à l'appui, il démontre la faillite de la colonisation française en Algérie.

Ce document va être largement diffusé par « El-Ouma ».

L'E.N.A. DÉFINIT SON PROGRAMME

En fonction du prestige qui s'étend de jour en jour, l'E.N.A. réalise l'importance d'un programme bien défini, adapté aux circonstances. C'est ainsi qu'elle décida de se doter, en plus de sa doctrine initiale (l'indépendance totale de l'Afrique du Nord), d'un programme de revendications sociales et économiques réalisables dans l'immédiat.

Sur les initiatives de Messali Hadj, les partis politiques français de gauche, et notamment le PCF, admettaient et soutenaient l'opportunité de pareilles revendications. Ils donneront ainsi leur appui total.

Le 28 mai 1933, sous la présidence de Messali Hadj, au 49, rue de Bretagne, l'assemblée générale de l'E.N.A. paraphe à l'unanimité de ses membres et dans l'enthousiasme général le programme suivant :

PREMIERE PARTIE

1^o Abolition immédiate de l'odieux code de l'indigénat et de toutes les mesures d'exception ;

2^o Amnistie pour tous ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale ou exilés pour infraction à l'indigénat ou pour délit politique ;

3^o Liberté de voyager absolue pour la France et pour l'étranger ;



L'Etoile Nord-Africaine vient de naître. Messali et quelques Maghribins se lancent dans une activité sans relâche pour inciter leurs frères au combat anti-impérialiste. Notre photo, datant de 1934, montre une réunion organisée par l'Etoile Nord-Africaine. A gauche, se tenant debout, Messali parle. Tout à fait à droite, on reconnaît le grand militant Kahel Areski, mort par suite des sévices dont il a été l'objet pendant ses séjours fréquents dans les prisons.

4^e Liberté de presse, d'association, de réunion, droits politiques et syndicaux ;

5^e Remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un Parlement national algérien élu au suffrage universel ;

6^e Suppression des communes mixtes et des territoires militaires ; remplacement de ces organismes par des assemblées municipales élues au suffrage universel ;

7^e Accession de tous les Algériens à toutes les fonctions publiques sans aucune distinction ; fonction égale ; traitement égal pour tous ;

8^e L'instruction obligatoire en langue arabe ; accession à l'enseignement à tous les degrés ; création de nouvelles écoles arabes ; tous les actes officiels doivent être simultanément publiés en langues arabe et française ;

9^e En ce qui concerne le service militaire, respect intégral du verset du Coran qui dit : « Celui qui tue délibérément un musulman est voué à l'enfer durant l'éternité et mérite la colère et la damnation divines » ;

10^e Application des lois sociales et ouvrières ; droits au secours de chômage aux familles algériennes en Algérie et allocations familiales ;

11^e Elargissement du crédit agricole aux petits fellahs ; organisation plus rationnelle de l'irrigation ; développement des moyens de communication ; secours non remboursables du gouvernement aux victimes de famines périodiques.

DEUXIEME PARTIE

1^e Indépendance totale de l'Algérie ;

2^e Retrait total des troupes d'occupation ;

3^e Construction d'une armée nationale.

GOUVERNEMENT NATIONAL REVOLUTIONNAIRE

1^e Une Assemblée constituante élue au suffrage universel ;

2^e Le suffrage universel à tous les degrés et l'éligibilité, dans toutes les assemblées, pour tous les habitants de l'Algérie ;

3^e La langue arabe sera considérée comme langue officielle ;

4^e La remise de toute propriété à l'Etat algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et des services publics, accaparés par les conquérants ;

5^e La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux allies des conquérants, les colons et les sociétés financières et la remise de la terre confisquée aux paysans ; le respect de la moitié et de la petite propriété, le retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français ;

6^e L'instruction gratuite, obligatoire, à tous les degrés, en langue arabe ;

7^e La reconnaissance par l'Etat algérien du droit syndical de coalition et de grève, l'élaboration par lui de lois sociales ;

8^e Aide immédiate aux fellahs par l'affection à l'agriculture de crédits sans intérêts pour l'achat de machines, de semences et d'engrais, organisation de l'irrigation et amélioration des voies de communication, etc.

DEBUT DE LA REPRESSION

Après que l'E.N.A. eut définit son programme, ses responsables s'attellent résolument à la tâche et travaillent d'une façon méthodique. Durant un an, tant en France qu'en Algérie, les sections recrutent.

Le 6 février 1934, Messali et ses amis rejoignent les rangs démocratiques pour mener la lutte auprès du peuple de Paris contre le fascisme qui se livrait à ses premières démonstrations dans la capitale française.

En Algérie, un gouverneur général, Maurice Viollette, particulièrement clairvoyant et soucieux des intérêts de la haute colonie,

nisation, lance l'idée d'un projet tendant à accorder à certaines couches du peuple algérien la citoyenneté française.

Cette idée de projet est de suite combattue par l'E.N.A. et l'Association des oulémas, laquelle fera, deux ans plus tard, volte-face et le soutiendra.

Le 25 juin 1934, l'E.N.A. tient un imposant meeting pour protester contre l'interdiction faite aux oulémas de prêcher dans les mosquées. Après cette réunion tenue malgré l'interdiction du gouvernement, la répression s'abat sur les dirigeants du mouvement.

Des perquisitions sont opérées chez Messali et ses amis. Les militants sont convoqués dans les commissariats où ils sont fouillés et matraqués.

DEUXIEME DISSOLUTION DE L'E.N.A.

Le 1^{er} novembre 1934. Messali est arrêté et incarcéré à la Santé.

Traduit le 6 novembre devant le tribunal correctionnel, il se voit condamné à six mois de prison et 2.000 francs d'amende, ainsi que deux autres dirigeants de l'Etoile.

En prison, il est inculpé une troisième fois et jugé par les tribunaux de la Seine.

L'E.N.A. est de nouveau dissoute. Mais de nouveau ses responsables l'imposent sous une nouvelle appellation : l'Union Nationale des Musulmans Nord-Africains.

DEMARCHES DE L'E.N.A. A LA S.D.N.

A peine libéré, Messali comparait successivement devant les tribunaux d'Amiens et de Lyon.

A la fin du mois d'août 1935, l'Etoile Nord-Africaine déploie une grande activité en faveur de l'Ethiopie qui vient d'être attaquée par l'Italie. Le 4 septembre de la même année, Messali part à Genève avec une délégation du l'assemblé populaire pour déposer une protestation contre l'agression italienne. Il

prononce un important discours devant le président de la Société des Nations.

Il retourne quelques mois plus tard à Genève pour assister au Congrès islamо-européen. Il fait connaissance avec l'émir Chekib Arslan de Djamil Mardam, Bey et Riadh Solh. Il est de nouveau condamné et s'exile pendant six mois en Suisse.

L'ETOILE NORD-AFRICAINE, LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DU FRONT POPULAIRE ET LE PROJET BLUM-VIOLETTE

En France, l'accession au pouvoir d'un gouvernement formé de tous les partis de gauche soulève de grands espoirs tant au sein du peuple français que dans les pays colonisés.

Le président du Conseil Léon Blum, militant socialiste qui fut aux côtés de Messali dans la manifestation antifasciste du 6 février 1934, consent à abroger le décret de dissolution de l'E.N.A.

Amnistié, Messali rentre à Paris et présente aussitôt un cahier de revendications au ministre de l'Intérieur français. Quarante mille Nord-Africains participent au défilé du 14 juillet 1936 avec les mots d'ordre suivants : « Libérez l'Afrique du Nord, libérez la Syrie, libérez le monde arabe ! »

Ces mots d'ordre retentissent pendant toute une après-midi de la place de la République à la porte de Vincennes, sous les plis des drapeaux syrien et nord-africain.

A la faveur d'un climat de liberté relative, l'E.N.A. entreprend une sérieuse réorganisation grâce à une nouvelle conception de sa structure interne.

Cela est motivé, d'une part par la multiplicité foudroyante des sections d'Algérie, d'autre part par la méthode de lutte que ces sections doivent déployer contre un mouvement réformiste lancé par une poignée d'intellectuels algériens. Ce mouvement, animé par la Fédération des élus indigènes du département de Constantine, s'est donné comme programme la concrétisation du projet de l'ancien gouverneur Maurice Viollette.

Réalisant la nécessité d'éclairer le peuple sur le danger que

présentent pareilles « réformes ». l'E.N.A. délègue Messali en Algérie.

DEBUT DE LA LUTTE SUR LE SOL NATIONAL

Le 2 août 1936, Messali débarque à Alger. Il prend aussitôt la parole au stade municipal devant 20.000 personnes. Au milieu d'une ovation indescriptible, il définit officiellement et publiquement le programme de l'E.N.A. Il fait acclamer ses mots d'ordre. Il est porté en triomphe et promené par le peuple.

Durant trois mois, Messali, aidé de Hocine Lahouel, parcourt l'Algérie, crée de nouvelles sections, contrôle et affirme les anciennes. Là où il va l'état de siège est proclamé par les autorités locales.

Il est obligé de se déguiser pour échapper à la police.

TROISIEME ET DERNIERE DISSOLUTION DE L'ETOILE NORD-AFRICAINE

La triomphale et fructueuse tournée de Messali en Algérie fit perdre au mouvement réformiste toute audience auprès du peuple.

Le gouvernement français, malgré ses tendances de gauche, céda à la menace des colons et renvoya aux calendes grecques le vote du fameux projet d'assimilation restreinte appelé projet Blum-Viollette.

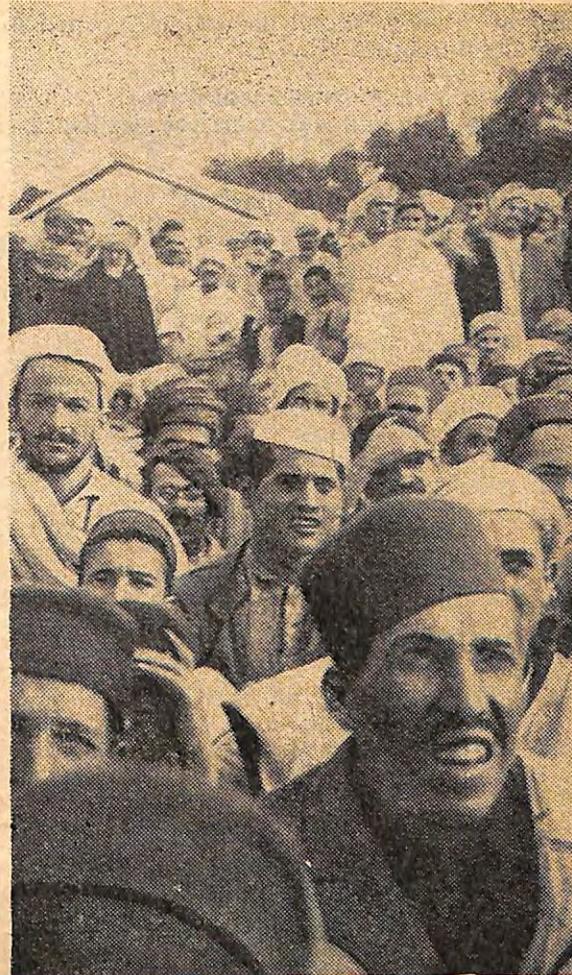
Petit à petit, le mouvement réformiste va se disloquer.

La personnalité algérienne était sauvée.

Ce fut le premier grand succès du mouvement national algérien.

Mais ce fut aussi le dernier de l'Etoile Nord-Africaine.

En effet, sur l'insistance des colons et effrayé par l'enthousiasme populaire qu'elle vient de soulever, le gouvernement fran-



Premier contact avec le peuple algérien. En 1937, à Béni Douala (Kabylie), Messali avait fait une réunion triomphale. Notre cliché montre des fellahs écoutant Messali.

çais, par décret pris en conseil de cabinet, prononce, le 25 janvier 1937, la dissolution de l'E.N.A.

Ce fut l'œuvre d'un gouvernement français populaire, un gouvernement qui se réclamait des principes de liberté et de démocratie.

L'expérience et le temps prouveront que les dirigeants français, qu'ils appartiennent à l'extrême travée gauche ou à l'extrême travée droite du Palais-Bourbon, ont une seule et même politique coloniale.

LE PARTI DU PEUPLE ALGÉRIEN

Le 25 janvier 1937, le gouvernement du Front populaire présidé par Léon Blum a donc dissous l'Etoile Nord-Africaine. Cette décision donne lieu à une répression politique violente dirigée contre les militants nationalistes de France et d'Algérie.

En agissant ainsi, les sphères gouvernementales pensent étouffer dans l'œuf le mouvement national algérien avant qu'il ne prenne pied sur le sol de la patrie. La presse n'a pas manqué de dresser l'opinion publique contre les nationalistes. De toutes parts, le mouvement national algérien est l'objet d'attaques injurieuses et d'insultes. L'impérialisme va jusqu'à exciter certains Algériens contre le mouvement dans l'espoir de les voir eux-mêmes mettre fin à son existence.

C'est dans cette atmosphère de lutte et d'incompréhension qu'est né le 11 mars 1937, à Nanterre, le Parti du peuple algérien.

Entre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine et cette naissance, la lutte pour l'indépendance n'a pas cessé un seul instant.

Avec la création du P.P.A., une ère nouvelle commence pour l'Algérie. Le siège, qui jusqu'à présent se trouvait à Paris, va être transféré à Alger. Ce retour au foyer national, après l'immigration et de longues années de lutte à l'étranger revêt une importance capitale pour le mouvement national algérien.

LA PERIODE LEGALE 1937-1939

Une double tâche attendait le P.P.A. Tenir tête d'abord à l'impérialisme alors tout-puissant, lutter ensuite contre la honteuse abdication de la personnalité algérienne prônée encore par le mouvement réformiste. Pour en imposer au gouvernement français, il fallait entreprendre tout d'abord une œuvre d'assainissement des esprits à l'intérieur du pays. C'est ainsi qu'en juin 1937, Messali rentre en Algérie et mène pendant trois mois la

lutte la plus difficile et la plus héroïque de sa vie de militant. Il s'agissait d'amorcer résolument la première phase de lutte de tout mouvement révolutionnaire : l'agitation. Il parcourt inslassablement le pays dans tous les sens, semant l'idéal national. Partout, que ce soit en Oranie, dans le Djudjura ou dans le Constantinois, il fait prendre au peuple conscience de son unité et de son existence en tant que nation. Le peuple l'accueille avec un enthousiasme débordant.

C'était le porte-parole de ses aspirations, qu'il attendait depuis que les sursauts de la résistance armée avaient cessé. L'accueil du peuple montrait suffisamment que le P.P.A. n'était pas une création due au hasard, mais un fait décisif qui s'intégrait dans la courbe de l'évolution de l'histoire de l'Algérie. Le 14 juillet de la même année, le P.P.A. organise à Alger un immense défilé qui s'ébranle du champ de manœuvres avec, en tête, un magnifique drapeau rouge et blanc. On imagine quelle a pu être l'émotion de ce peuple massé dans les rues sur le parcours du cortège, qui voit pour la première fois depuis bien longtemps ses couleurs nationales flotter, déployées librement aux mains des combattants de la liberté. Aux abords de la maison de l'agriculture, les manifestants crient : « La terre aux fellahs » ; devant la préfecture : « Le parlement algérien », et sur la place du Gouvernement, devant la mosquée : « Respectez l'Islam, la langue arabe officielle ! » Devant cet affront que lui infligea le peuple, l'imperialisme ne reste pas inactif. La répression — que l'Algérien connaît trop, hélas ! — va de nouveau s'abattre sur les fils du peuple.

LA REPRESION : LA GREVE DE LA FAIM

Cinq mois après la création du P.P.A., le 27 août 1937, Messali, Lahouel et trois autres dirigeants sont arrêtés et condamnés, le 1^{er} novembre, à deux ans d'emprisonnement pour « reconstitution de ligue dissoute et recréée contre la souveraineté française ». Dix jours de grève de la faim leur furent nécessaires pour arracher le régime politique. Pour la première fois dans notre histoire, des Algériens entreprenaient une telle action. La vengeance colonialiste se poursuivit sans répit.

PREMIERES ASSEMBLEES GENERALES DU P.P.A.

En un an et demi, le P.P.A. acquiert une extension telle que le comité directeur décide de procéder à une nouvelle assem-

blée générale pour permettre à toutes les sections de venir elles-mêmes faire leur rapport et formuler critiques et suggestions sur l'ensemble des actions du parti. En 1938 se tient à Paris la première assemblée générale pendant laquelle de nombreuses questions sont débattues. Les fondements de la lutte sont définis. Le siège du parti étant à Alger, on décide, vu le nombre des sections de France, de créer une Fédération de France du P.P.A.

PREMIERE PARTICIPATION AUX ELECTIONS

Messali et certains dirigeants en prison, le C.D. décide de participer, et pour la seule ville d'Alger, aux élections cantonales d'octobre 1938. Il présente la candidature de Messali qui est élu à une écrasante majorité. Quelques mois plus tard, cette élection est annulée par le Conseil de préfecture d'Alger. Un nouveau scrutin est fixé au mois de mai 1939.

Le P.P.A. présente un de ses militants, Douar Mohammed, qui est élu aussi à une écrasante majorité. Lui aussi sera déchu de son mandat et incarcéré dès le début de la guerre 1939.

UN NOUVEL ORGANE : « LE PARLEMENT ALGERIEN »

Continuant de paraître à Paris et largement diffusé en Algérie, « El-Ouma » abat une grande besogne. Cependant, la nécessité de créer un second organe paraissant à Alger se fait sentir. De la prison de Maison-Carrée, Messali et Lahouel, le 1^{er} avril 1939, lancent un nouvel hebdomadaire : « Le Parlement algérien ». Rédigé en cellule imprimé dans une semi-clandestinité, il aura une existence éphémère.

LA GUERRE DE 1939. DISSOLUTION DU P.P.A.

La déclaration de la guerre, le 2 septembre 1939, fait du P.P.A. en Algérie le point de mire de la haute administration française. Libérés le 27 août 1939, Messali et ses amis sont arrêtés le 4 novembre de la même année.

Déjà, le 26 septembre 1939, le président de la République Albert Lebrun, par décret, a dissous le P.P.A. et interdit « El-Ouma » et « le Parlement algérien » qui en était à son dixième numéro. La lutte dut changer de méthode. Frappé d'interdiction, le P.P.A. va continuer, mais dans la clandestinité qu'il garde encore de nos jours.

LA PÉRIODE CLANDESTINE



MANIFESTATION A TLEMCEN EN 1937

Le 27 août 1937 furent arrêtés à Alger Messali, Lahouel et trois autres dirigeants du P. P. A. Ils étaient accusés de reconstitution de ligue dissoute et d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Ils furent condamnés à deux ans de prison chacun.

A la nouvelle de cette arrestation, des meetings de protestation furent organisés dans les principaux centres d'Algérie. Notre cliché montre un meeting organisé par la section du P. P. A. de Tlemcen, ville natale de Messali.

Ce parti désormais interdit, ses militants sont emprisonnés et traqués. Il ne lui reste plus qu'une seule ressource : se réorganiser dans la clandestinité. La tactique de lutte change et les moyens aussi. L'impérialisme essaie de se déarrasser du P.P.A. par la calomnie, en le traitant tour à tour de communiste et de nazi.

Se heurtant à un échec, il revient aux méthodes répressives. En juin 1940, Douar, élu du peuple, est déchu de son mandat. Une trentaine de militants sont internés au camp de la mort lente de Djenné-Bou-Rezg. Le 17 mars 1941, Messali est condamné par les tribunaux de Vichy à seize ans de travaux forcés, vingt ans d'interdiction de séjour et à la confiscation de tous ses biens. D'autres militants sont astreints le même jour à purger des peines sévères. Aux propositions de collaboration que lui font « ses juges », Messali s'écrie : « Dans ces veines, dit-il en montrant son bras, bouillonne un sang arabe, et ce sang arabe se refuse à toute servitude et à toute humiliation. » Immédiatement après, tous les murs, en Algérie, sont recouverts d'inscriptions telles que : « Libérez Messali ! », « Vive l'indépendance ! » L'impérialisme en tira prétexte pour justifier une nouvelle vague d'arrestations. Les camps de concentration du Sud-Algérien furent remplis de militants nationalistes.

LE DEBARQUEMENT ALLIÉ ET SES CONSEQUENCES

Le 8 novembre 1942, les alliés débarquent en Afrique du Nord précédés d'une propagande mettant l'accent sur la nécessité de conjuguer tous les efforts pour faire triompher la démocratie et la liberté. La Charte de l'Atlantique ainsi que les discours du président Roosevelt ont eu des échos au sein du peuple algérien qui voit en l'arrivée des Alliés les prémisses d'une ère nouvelle. Il ne tarde pas à être déçu.

En effet, dès leur arrivée à Alger, les dirigeants anglo-saxons s'adressent aux autorités coloniales françaises qui les combattaient hier encore et soutenaient Hitler et Vichy. Le gouverneur général Darlan, bras droit de Pétain, est assassiné par un Français royaliste. La lutte pour le pouvoir s'instaure

entre militaires et dirigeants français. Giraud ?... De Gaulle ?... Qui va commander ? On se trouve enfin devant un semblant de gouvernement, un gouvernement unique dans les annales universelles : il est bicéphale. Giraud et de Gaulle en sont les deux présidents. Il faut reconnaître que c'est grâce aux Alliés que l'entente règne entre les Français, il faut reconnaître aussi que c'est à cause des Alliés et par leur faute que le peuple algérien est écarté malgré sa volonté de la gestion de ses affaires nationales. En effet, sous l'impulsion de dirigeants P.P.A., des anciens élus algériens offrent leurs services aux Alliés en leur présentant, le 10 février 1943, un résumé des principales revendications algériennes. Ces revendications sont contenues dans un document qui prend le nom de « Manifeste du peuple algérien ».

LE MANIFESTE DU PEUPLE ALGERIEN

Dès le début de 1943, les emprisonnés politiques français communistes, socialistes et gaullistes sont libérés. Les militants nationalistes demeurent dans les camps de concentration de Lambèze. Par des tracts et des inscriptions murales, le peuple réclame leur libération. Certains sortent définitivement de geôle ; d'autres, avec Messali, rejoignent des résidences forcées.

Entre temps, l'activité du P.P.A. s'accroît. Les dirigeants s'efforcent de rallier toutes les tendances politiques, toutes les personnalités algériennes auxquelles ils soumettent le « Manifeste du peuple algérien », dont l'essentiel du programme stipule : « A la fin des hostilités, l'Algérie sera érigée en un Etat souverain doté d'une Constitution qui sera élaborée par une Assemblée constituante algérienne souveraine élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie, sans distinction de race ni de religion. » Présentée aux Alliés, cette charte est restée sans écho de leur part. Pendant une séance des délégations financières, le manifeste est présenté aux Français. Le général Catroux, alors gouverneur général, fait arrêter deux élus algériens, Ferhat Abbas et Saïan Abdelkader, pour les diriger vers un camp de concentration dans le Sud. Le 26 avril 1943, Messali Hadj est conduit sous escorte à Boghari, dans le Sud, puis le 11 décembre à In-Salah, dans l'extrême Sahara.

Pour concrétiser l'union idéologique du peuple algérien, les dirigeants nationalistes jettent les bases d'une vaste organisation nationale : « Les Amis du manifeste et de la liberté. »

LES AMIS DU MANIFESTE ET DE LA LIBERTE

Le 14 mars 1944, les Amis du manifeste et de la liberté sont créés. Les militants du P.P.A. en sont l'élément moteur. En effet, grâce à une ardeur infatigable et malgré l'interdiction qui frappe encore leur parti, ils organisent et multiplient un nombre impressionnant de sections A.M.L. à l'intérieur du pays. Le Manifeste a ainsi l'approbation unanime du peuple puisque, à la fin de l'année 1944, l'organisation comptait plus de 600.000 adhérents (chiffre record si l'on pense que le quart de la population algérienne est alors sur les champs de bataille).

Alertées, les autorités françaises groupées au sein du C.L.N. tentent de jeter le trouble dans les esprits et reviennent à l'ancien projet Blum-Viollette. Le 11 décembre 1943, à Constantine, le général de Gaulle annonce des réformes. Le 7 mars 1944, une ordonnance du C.L.N. accorde la citoyenneté française à certaines couches du peuple algérien. Manœuvre de diversion vite comprise par le peuple qui soutient de plus belle le Manifeste. Les 1^{er}, 2 et 3 mars 1945, les mouvements nationalistes algériens ont tenu un congrès à Alger, au cours duquel ils ont unanimement proclamé l'indépendance de l'Algérie et leur volonté de lutte pour la réaliser.

Cette union nationale des mouvements de libération n'était pas du coût du colonialisme français. Il a essayé de la noyer dans le sang, le feu et la mitraille en provoquant les événements de mai 1945.

Acculées, les autorités françaises vont dresser en silence un plan gigantesque pour briser l'élan national du peuple.

LA VICTOIRE ALLIEE COUTE AUX ALGERIENS

45.000 VICTIMES

Le 8 mai 1945, le carillon des cloches annonce la victoire alliée sur l'hitlérisme, victoire à laquelle ont participé pour une large part les fils de l'Algérie. En Tunisie, à Cassino (Italie), en Alsace, les fantassins algériens ont fait l'admiration de leurs compagnons d'armes anglais, américains et français.

Les A.M.L. décident de fêter cette victoire, drapeau algérien en tête. Dans toutes les villes, dans tous les villages, des cor-

tèges se forment, saluant la victoire alliée et flétrissant l'hitlérisme. Et c'est l'élosion du plus grand complot du siècle. Choisisant Sétif et Guelma, la haute administration lance ses blindés et son aviation — armes qui viennent de lui être livrées par les Alliés — sur une population désarmée et pacifique. Une véritable entreprise militaire cause une hécatombe de 45.000 morts. Des atrocités inouïes sont commises, des femmes enceintes ont été éventrées, des bébés embrochés à la pointe des baïonnettes, des maisons rasées, des biens volés et des centaines de milliers d'arrestations opérées. Tel est, en Algérie, le bilan de la célébration française de la victoire alliée. Entre temps, la majorité des dirigeants nationalistes est en prison. Messali est déporté en Afrique-Equatoriale.

LA LUTTE CLANDESTINE SE RAFFERMIT

Se repliant sur lui-même, se regroupant dans l'ombre, le P.P.A. n'abandonne pas pour autant la lutte. Par des tracts et des inscriptions murales, il réclame : « Libérez Messali, Abbas, Brahimi ! » Il galvanise les énergies du peuple et s'efforce de maintenir l'unité réalisée au sein des A.M.L. Aux élections municipales de juillet 1945 et cantonales d'octobre de la même année, il préconise l'abstention qui obtient un succès louvoyant. 80 % des Algériens fuient les urnes. Cette persévérance dans la lutte alarme le gouvernement français qui desserre son étau et libère certains détenus politiques. Mais, malgré tous ses efforts, le P.P.A. n'arrive plus à reconstituer l'unité qui existait au sein des A.M.L. Plus confiant que jamais, il poursuit la lutte. Aux élections pour la Constituante française de juin 1946, le P.P.A. préconise encore le boycottage du vote et obtient un succès plus éclatant que les précédents : devant l'ampleur du mouvement d'abstention, le colonialisme desserre encore un peu plus son étau et ramène en juillet 1946 à Paris, Messali Hadj interné depuis le 21 avril 1945 à Brazzaville. De Paris, il regagné, le 13 octobre 1946, Bouzaréah, accueilli par un peuple délirant d'enthousiasme.

LE MOUVEMENT POUR LE TRIOMPHE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

En novembre 1946, le mouvement national décide de changer de tactique, les événements intérieurs et extérieurs l'exigeant. Il décide de se présenter aux élections à l'Assemblée nationale française. Il faut barrer la route aux partisans de l'Union française et aux administratifs, dénoncer du haut de la tribune de l'Assemblée française, et pour l'opinion internationale, les crimes de l'impérialisme français en Algérie, et permettre surtout au peuple algérien de plébisciter la doctrine nationaliste. Malgré l'annulation de cinq candidatures sur quinze, malgré la pression de l'administration française, les candidats nationalistes présentés sous l'étiquette « Liste pour le triomphe des libertés » sont élus.

L'ACTION PARLEMENTAIRE : LE PRÉTENDU STATUT DE L'ALGERIE

Au Parlement français, les élus nationalistes s'acharnent à démontrer au monde le bien-fondé des aspirations du peuple algérien. Lorsqu'ils interviennent dans les débats concernant l'Algérie, ils sont l'objet d'une véritable obstruction de la majorité française qui n'hésite pas à extérioriser son racisme. Le 20 septembre 1947, le gouvernement français vote une loi portant statut organique de l'Algérie dont l'article premier déclare : « L'Algérie constitue un groupe de départements français. » Les dispositions de la Charte de l'Atlantique et les principes de l'O.N.U. sont ainsi bafoués.

Plus que jamais, la véritable solution du problème algérien réside en l'organisation d'une lutte révolutionnaire soutenue et menée par le peuple lui-même. A aucun moment, le P.P.A. et ses dirigeants ne se sont éloignés de cette réalité. Aux élections municipales du 19 octobre 1947 et aux élections de Djemaâs qui

suivirent peu après, le M.T.L.D., organisé en mouvement de masse, remporte une éclatante victoire et se voit porté à la tête d'un nombre imposant de communes en Algérie. Malgré toutes les embûches du colonialisme, le peuple algérien démontre une fois de plus son indéfectible attachement à l'idéal national. A ce nouvel élan populaire va répondre une nouvelle vague répressive atteignant un développement sans précédent lors des élections des 4 et 11 avril 1948 à l'Assemblée algérienne. Allant du remplissage des urnes jusqu'à l'assassinat, comme à Champlain et Deschmya, l'impérialisme français ne délaisse aucun moyen pour étouffer la voix du peuple et faire « élire ses valets ». Si le M.T.L.D. n'a alors obtenu que neuf sièges, les statistiques réelles, reconnues par le gouvernement général lui-même, lui en attribuent cinquante-sept sur cinquante-neuf candidatures. Il n'en demeure pas moins que l'idéal national reste celui de l'unanimité du peuple algérien.

Le mouvement national, avec les élections de l'Assemblée algérienne, ne termine la première phase de sa lutte, celle de l'agitation, que pour entrer résolument dans la seconde, celle de l'organisation et de l'éducation. Il a suffisamment démontré la puissance de sa force en tenant tête victorieusement à la répression multiforme qui ne cesse de s'abattre sur lui jusqu'à l'heure présente. Le peuple est pénétré de l'idée de la souveraineté algérienne. Il faut l'organiser et l'éduquer, et faire de son parti national un instrument efficace de lutte contre l'impérialisme français.

CONSEQUENCES DE LA VICTOIRE DU 4 AVRIL : LA REPRESSEION S'ABAT SUR LE PEUPLE

Après avoir emprisonné, torturé les militants, l'administration française va maintenant diriger ses foudres contre la masse populaire elle-même pour essayer de la détourner du mouvement national.

Et c'est la répression économique, policière et même militaire. En Kabylie, on saccage les demeures (événements d'Haussonvilliers, 1948, et Sidi-Ali-Bounab, 1949). En Oranie, on lance la troupe (raid de la légion étrangère, 1949). Dans le Constantinois, on ferme les cafés, on aggrave les impôts.

Mais le peuple tient bon. Il soutient toujours son parti d'avant-garde.

APPEL A L'O.N.U.

LA REPRESSEION REDOUBLE DE VIOLENCE

En novembre 1948, un appel est lancé par Messali aux Nations Unies siégeant à Paris. Le P.P.A. est toujours dans la clandestinité. Le M.T.L.D., même légal, est acculé à une semi-clandestinité. Sa presse est interdite. Chaque fois qu'il se présente à des élections, l'administration les falsifie et fait abattre sur lui une nouvelle répression.

Le 18 août 1949, le nouvel organe du M.T.L.D., « l'Algérie libre » est saisi à l'imprimerie même. Les diffuseurs seront, plus tard, sauvagement matraqués en France et en Algérie.

LE COMPLÔT DE 1950

En mai 1950, l'administration française, impuissante à venir légalement à bout du M.T.L.D., crée un nouveau complot. Elle affirme que le P.P.A. est organisé militairement avec des groupes d'assaut armés. Plus d'un millier de militants sont arrêtés et torturés. Des armes automatiques et des engins explosifs ont été, paraît-il, trouvés chez eux.

Dans les différentes prisons d'Algérie, un grand nombre de ces victimes du « complot » demeurent. Les autres ont été condamnées à de très lourdes peines d'emprisonnement avec de fortes amendes.

LA LUTTE CONTINUE

En cette fin d'année, la lutte du M.N.A. continue. Il est certain qu'il est en train d'offrir à l'Histoire l'occasion d'écrire encore de belles pages.

CONCLUSION

Il y a un quart de siècle, l'Algérie voyait naître son Mouvement National Algérien.

Le 11 mars 1937, malgré d'innombrables embûches matérielles et contre tous les fossoyeurs de la nation algérienne, le M.N.A ébauchait la lutte moderne que devait suivre le peuple algérien. Il y a vingt cinq ans, celui qui est aujourd'hui le chef national incontesté réunissait autour de lui une poignée de jeunes volontaires animés d'un courage et d'une ferveur inégalables et les menait résolument à la lutte pour la libération nationale.

Qu'il nous soit permis de souligner cette période de lutte épique et d'évoquer la mémoire de ses militants de première heure tels que Douar et Kahel, qui ne connurent le répit que dans la tombe des martyrs. Qu'il nous soit permis aussi de rendre hommage à ceux qui, aujourd'hui, demeurent les nobles continuateurs de leur œuvre.

Si, au cours de ces vingt-cinq années d'existence, le M.N.A. s'est acquis une renommée, un prestige, et ce par une lutte méthodique, c'est pour nous une obligation d'essayer d'analyser les résultats qui doivent couronner toute action organisée.

Tout d'abord, il convient de se rappeler que la création du M.N.A. n'est pas l'œuvre pure et simple du hasard ou le résultat de spéculations politiques ou ambitieuses. A l'encontre des mouvements revendicatifs ou réformistes qui, loin de servir le peuple algérien, l'enlisaient de plus en plus dans la boue assimilationniste, le M.N.A. s'est tracé une voie révolutionnaire qu'il suit et dont il ne s'est jamais éloigné. A l'encontre de certains aigris ou politiciens professionnels, les fondateurs du M.N.A., et à leur tête Messali Hadj, après avoir constaté le chaos dans lequel se débattait le peuple algérien, ont compris que seul un

parti uniifié par une organisation et scellé par une idéologie pouvait rendre au peuple algérien sa souveraineté nationale.

Aujourd'hui, la carrière glorieuse du M.N.A. apparaît comme un long processus de lutte et de sacrifices émaillés de pressions et de répressions inhumaines. Cette carrière, qui n'est pas terminée et qui s'affirme de plus en plus, offre déjà des résultats qui, s'ils ne sont pas encore définitifs, demeurent indiscutablement concrets. Par sa naissance, le M.N.A. a redonné à l'Algérie la personnalité qu'elle avait avant 1830. Par sa naissance, il a déclaré hors la loi l'impérialisme français. Il n'échappe à personne qu'en la période 1936-1937 certains « intellectuels » s'évertuaient à claironner l'indissoluble attachement du peuple algérien à la « mère-patrie » française.

Et c'est alors que le fondateur du M.N.A. lança à la face des traîtres et de l'impérialisme ces vérités que confirment l'Histoire et l'actualité : « Rien n'attache le peuple algérien à la France que cent sept ans de haine et de répressions, cent sept ans de basse exploitation et de vols arbitraires. »

Dans ses journaux, dont le titre était tout un programme — « El-Ouma » et « le Parlement algérien » — Messali détruisit systématiquement la thèse assimilationniste en citant des faits, en rappelant le fier passé du peuple algérien. En 1937, dans son périple à travers le pays, en même temps qu'il jetait les bases de l'organisation à l'échelle locale, Messali expliquait aux masses l'idéal du M.N.A.

L'œuvre du M.N.A. est grande, très grande. En vingt-cinq années, il a pu renforcer la conscience nationale du peuple. Grâce à lui, le fellah des hauts plateaux sait que son sort est à jamais lié aux montagnards du Djurdjura. Dans une commune pensée, ces deux Algériens ont compris leur devoir, ont réalisé leurs responsabilités. Dans le M.N.A., ils ont appris à s'organiser pour défendre le patrimoine commun : la patrie algérienne.

Pour eux, le M.N.A. est une école : celle qui prépare les techniciens de la libération nationale. C'est ainsi que, progressivement et au long de ces vingt-cinq années d'efforts, le M.N.A. est arrivé à mériter la confiance de tout le peuple algérien. En prêchant l'abstention, en participant aux élections, en lançant des mots d'ordre révolutionnaires, en combinant les actions légales et illégales, il a renforcé, forgé son unité et affermi son organisation. Grâce au M.N.A., le peuple algérien de nos jours n'est

plus cette masse hétéroclite que l'on bernait et que l'on dupait facilement en 1930-1936. L'enseignement politique et révolutionnaire qu'il a reçu lui permet actuellement de faire front à toutes les répressions impérialistes et de dénoncer toutes machinations des faux frères qui tentaient de le trahir. Il est indéniable que c'est là le plus grand succès qu'ait enregistré le M.N.A.

Mais si le M.N.A. avait pour tâche essentielle d'éduquer le peuple, une autre non moins importante lui incombaît. Depuis l'agression de 1830, l'impérialisme français, au mépris de l'histoire, de la géographie, de la religion, de la langue et des mœurs, s'acharnait à décréter l'Algérie d'Abdelkader et de Messali « terre française », celle de Bugeaud, Jules Ferry, et les colonialistes s'efforçaient de créer de toutes pièces la légende de « l'Algérie française ». Et vingt-cinq années d'opiniâtreté du M.N.A. l'ont effritée. Les interventions des représentants du M.N.A. auprès de divers organismes français et internationaux, le vibrant appel aux Nations Unies du chef national ont redonné à jamais son originalité ethnique et son indépendance morale au peuple algérien. Grâce au M.N.A., le monde entier sait que, plus que la Méditerranée, vingt-cinq ans de colonialisme constituent de solides bases psychologiques séparant l'Algérie de la France.

Ainsi, par sa naissance, par son développement, ses actions révolutionnaires et clairvoyantes, le M.N.A. est demeuré le principal et le plus sûr guide du peuple algérien. En analysant les résultats déjà obtenus, nous pouvons être assurés que le but assigné sera indiscutablement atteint.

EDITÉ

PAR LA COMMISSION CENTRALE D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION DU M.T.L.D. EN ALGERIE

BUREAUX :

2, place Chartres, ALGER, et
22, rue Xavier-Privas, PARIS-V^e



S. E. D. I. C. (S. A. R. L.)
18, rue du Croissant — Paris (2e) Prix : 40 fr.

31473
POLYGRAPHIC LIBRARY - WORCESTER MASS.
BY JAMES H. QUINN UC LIBRARIES AND DOCUMENTS
LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF TORONTO